



COMMUNIQUE DE L'USP du 12 juin 2020

Appel pour le 16 juin 2020

L'Union syndicale de la psychiatrie (USP) a déposé un [préavis de grève national](#) pour la journée du 16 juin 2020.

L'USP appelle à manifester et à se joindre à la population et aux organisations et collectifs parties prenantes du communiqué unitaire « [mobilisé-e-s pour obtenir satisfaction](#) ». L'USP est membre d'APH et est un des membres fondateurs du mouvement [Printemps de la psychiatrie](#) pour un renouveau des soins psychiques et contre les violences institutionnelles.

L'USP porte les mêmes revendications concernant les augmentations de salaire d'au moins 300 euros pour tous, un recrutement massif, rattrapage de la mise en place des 35 heures (11 %), un financement net, sans contrepartie contractuelle d'intéressement, de fragilisation statutaire, visant à imposer restructuration, privatisation ou revente aux usagers des pseudo partenariats public-privé.

L'USP souhaite notamment, pour la psychiatrie de secteur et pour la santé d'une façon générale, en revenir au service public (et non à l'hôpital entreprise ou nous ne sommes que des prestataires de service) par :

- la suppression de toute référence au marché, à la compétition entre secteurs, entre pôles, entre établissements dans la gouvernance,
- les praticiens et les chefs de service doivent être nommés au niveau ministériel pour limiter les embrouilles locales et le management toxique,
- la suppression de toute référence à l'activité (pas même 0,1 %) pour une dotation qui doit se faire « à l'habitant » comme nous l'avons défendu à [l'Assemblée](#),
- la suppression de la notion d'efficience, de *bench marking* et de ce qu'elles sous-tendent, de tout projet d'intéressement,
- le rétablissement de l'égalité d'accès aux soins, la suppression de tous les restes à charge, le 100 % Sécurité sociale et la reconversion vers les soins de toute la bureaucratie gestionnaire et comptable (lié à la T2A), qui a généré un surcoût considérable pour faire moins bien.

Aucune once de l'attention portée au patient ne doit être détournée, parasitée par ces mécanismes.

Nous exigeons de fait un [statut solide](#), protecteur et régulateur, qui doit permettre la résistance à des pratiques imposées inadaptées formatées, standardisées.

Il doit permettre de protéger le pouvoir d'alerte des collectifs, des personnels de terrain et interdire la répression telle qu'elle s'est généralisée comme au [Rouvray](#).

Nous exigeons la défense de la Sécurité sociale comme bien commun, son financement, un fonctionnement démocratique totalement détaché de la tutelle de Bercy.

Les propos de M. Darmanin aux « 4 vérités » le 4 juin à propos des 52 milliards de « déficit » de la Sécurité sociale sont inacceptables, inquiétants provocateurs et mensongers : en résumé « pour le moment il y a le feu, nous ne comptons pas, après il faudra rembourser », il se félicitait du zéro déficit atteint il y a peu. Pourtant, c'est bien l'enchaînement qui a conduit à la catastrophe :

Pour compenser la baisse du financement de la Sécu par les exonérations de prétendues charges, la baisse des cotisations par le chômage, la précarité, les travailleurs pauvres, M. Darmanin et ses amis ont cassé l'hôpital par la mise en place d'une dictature et une bureaucratie comptable sourde à toutes les protestations, ils ont dégradé l'état de santé de la population en entraînant du renoncement aux soins par les restant à charges, les franchises et forfaits, les dépassements d'honoraires. **TOUS SONT COUPABLES AVEC LES PREMIERS DE CORDEE QUI EN ONT PROFITES.**

M. Philippe Douste-Blazy notamment avec les franchises, Mme Roselyne Bachelot avec une mention particulière pour la loi [HPST](#), le virage hôpital-entreprise, la dictature comptable et l'accélération de la destruction du service public, Mme Touraine, Mme Agnès Buzyn avait fait ce constat, mais rapidement suivi le même chemin ([Redonnez-nous un\(e\) ministre de la Santé !](#)). M. Frédéric Valletoux, président de la FHF, a en son temps comme ses prédécesseurs soutenu ce dispositif. M. Olivier Véran, notre ministre de la Santé, a voté tous les budgets conduisant à cette catastrophe. M. Martin Hirsch pleurait sur les moyens de l'AP-HP et appelait à l'aide pour l'Ile-de-France, mais il est directeur général de cet établissement depuis 2013 et n'a pas écouté ses équipes alors qu'il détruisait leur outil de travail.

**TOUS SONT COUPABLES DES CONSEQUENCES DE LA CRISE, DE L'IMPORTANCE DU CONFINEMENT ET DE SES CONSEQUENCES SUR LA POPULATION, LES SOIGNANTS ET LES ENTREPRISES.
LES 52 ET LES 100 MILLIARDS SONT LEUR DETTE, PAS LA NÔTRE.**

Toutes les annonces autour du Ségur sont de mauvais augure.

Les revendications de notre [dernier préavis](#) et l'appel qui a suivi « pour une convergence des luttes » restent plus que jamais d'actualité.

IL FAUT QUE CELA CESSE, TOUS DANS LA RUE POUR LES EMPÊCHER DE NUIRE

À ce titre, L'USP soutient les mardis et les jeudis de la colère.

L'USP appelle donc comme le 10 mars à l'[Unité nationale](#) contre la casse et pour la défense du service public de santé.

À la mesure du danger, l'USP renouvellera son appel à soutenir toute lutte ou mouvement non violent et non fascisant permettant de mettre fin à cette politique et il est évident que nous rejoindrons et appelons à rejoindre fédérations et confédérations dans leurs combats.

Pierre Paresys, vice-président
Delphine Glachant, présidente